

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 11-14 octobre 2004

QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

**Point 4 de l'ordre du
jour**

Pour examen

F

Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.3/2004/4-E

9 septembre 2004

ORIGINAL: ANGLAIS

RENFORCEMENT DE L'ÉVALUATION DES BESOINS D'URGENCE: PROGRÈS ACCOMPLIS ET PLAN D'EXÉCUTION

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le fonctionnaire du PAM mentionné ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Chef, Unité de l'évaluation des besoins d'urgence (OEN): M. W. Herbinger tél.: 066513-3123

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



RESUME

Le Secrétariat a présenté au Conseil d'administration, à sa première session ordinaire de 2004, un document intitulé "Évaluation des besoins d'urgence" (WFP/EB.1/2004/4-A) qui rappelait que le PAM s'était engagé à améliorer les évaluations de ses besoins d'urgence et qui précisait les mesures à prendre, à savoir transparence et responsabilisation accrues, partenariats renforcés et méthodologies mieux définies. Le Conseil a demandé au Secrétariat de lui présenter à sa troisième session ordinaire de 2004, en octobre, les progrès récents et un plan de mise en œuvre précisant la collaboration avec les autres organisations, le calendrier et les incidences budgétaires.

Le présent document a pour objet de rendre compte au Conseil des mesures prises et des activités qui seront mises en œuvre dans les 30 mois à venir pour permettre au PAM de renforcer ses compétences et d'accroître ses capacités afin de garantir la qualité, la crédibilité, la comparabilité et la transparence de ses évaluations des besoins d'urgence.

Les mesures et objectifs indiqués dans le plan d'action concernent: i) la responsabilité et la transparence, y compris l'objectif fixé pour 2006, à savoir que toutes les opérations d'urgence soient appuyées par un document d'évaluation des besoins; ii) des méthodologies et des instructions renforcées, y compris des manuels nouveaux ou révisés; iii) une meilleure information sur les crises pour certains pays prioritaires sélectionnés sujets aux crises; et iv) l'augmentation des capacités d'évaluation par le biais des partenariats et d'un programme d'apprentissage. Un calendrier et des indicateurs permettront de suivre les progrès et d'en rendre compte. Les besoins institutionnels et financiers de la période de 30 mois sont notamment l'organisation de nouveaux partenariats et un financement extrabudgétaire qui devrait être de 6 millions de dollars E.-U. pour 2004–2005.

PROJET DE DECISION*

Le Conseil prend note des mesures prises par le PAM pour renforcer l'évaluation des besoins d'urgence et du plan de mise en œuvre qui sont présentés dans le document WFP/EB.3/2004/4-E.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



GENERALITES

1. Les donateurs et les organisations non gouvernementales (ONG) ont fait part de leur inquiétude quant aux méthodes et aux capacités du PAM en matière d'évaluation des besoins d'urgence, mettant notamment en cause l'estimation des besoins, l'adéquation du ciblage, le recours systématique à l'aide alimentaire comme réponse aux crises humanitaires, la coordination entre les évaluations sectorielles, la transparence des méthodes et des procédures ainsi que les normes minimales d'information. Les milieux humanitaires ont également reconnu qu'il fallait disposer d'évaluations des besoins plus crédibles, non seulement dans le secteur de l'aide alimentaire mais globalement. Dans le cadre de l'Initiative relative aux principes et aux bonnes pratiques d'action humanitaire, il est précisé que l'évaluation des besoins est le fondement de la répartition des fonds humanitaires.
2. Le Plan stratégique (2004–2007) a reconnu ces insuffisances et indiqué les activités prioritaires, en particulier le perfectionnement des techniques d'évaluation, la comparabilité des évaluations des diverses organisations, la révision des directives s'appliquant aux évaluations des besoins d'urgence, le renforcement des partenariats et des capacités. Dans le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2004–2005, il est mentionné au nombre des enjeux la nécessité de rétablir la crédibilité du PAM en donnant des instructions plus précises qui porteront également sur les questions se rapportant aux diverses formules d'intervention possibles, à l'insécurité alimentaire chronique par rapport à celle qui est passagère et à l'efficacité des dispositifs d'évaluation des besoins d'urgence.
3. Le présent document passe en revue les progrès réalisés et les mesures qui vont être prises dans les 30 mois à venir, avec des objectifs bien précis dans les domaines de la transparence, de la méthodologie, de l'information concernant les crises et du renforcement des capacités.

REALISATIONS ET MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES

4. La volonté du PAM de résoudre les problèmes liés à la crédibilité de ses évaluations, à la confiance des milieux humanitaires et aux formules de l'aide s'est traduite par l'augmentation du montant de la part du budget ordinaire allouée au renforcement des compétences et des capacités d'évaluation des besoins d'urgence. Un crédit de 2,3 millions de dollars du budget ordinaire du PAM a été affecté à l'Unité de l'évaluation des besoins d'urgence (OEN) pour l'exercice biennal 2004–2005. Une part non négligeable des budgets de services tels que l'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) et le Service de la nutrition (PSPN) ont également une pertinence directe pour la qualité des évaluations des besoins. Auparavant, les conseils et l'appui fournis sur le terrain par le siège étaient essentiellement financés au moyen des coûts d'appui directs (CAD) et des ressources extrabudgétaires des projets, y compris une contribution non négligeable d'environ 1 million de dollars du Département du développement international (DFID) en 2002–2003. OEN, qui a vu le jour en février 2003, a été renforcée avec deux conseillers principaux des programmes; ce service a désormais ses effectifs au complet et est entièrement financé par le biais du budget administratif et d'appui aux programmes (AAP). OEN est donc en mesure d'appuyer les bureaux de pays et les bureaux régionaux en leur fournissant des instructions techniques, une formation, des informations et des consultants. Cette unité assume également la responsabilité de l'amélioration des procédures d'évaluation moyennant la planification des missions et le contrôle de la qualité, l'application de normes d'évaluation et des examens objectifs indépendants en



collaboration avec l'Unité ACV, l'Unité de la planification préalable et de la réponse aux situations d'urgence (OEP) et PSPN. Des fonds supplémentaires ont été obtenus pour les activités complémentaires ne pouvant être financées par le budget ordinaire.

RESPONSABILISATION ET TRANSPARENCE

5. Conformément aux priorités définies dans le Plan stratégique et dans le Plan de gestion, des mesures ont été prises pour concrétiser l'engagement du PAM en faveur de la transparence. La haute direction a institué un examen systématique des rapports d'évaluation des besoins par le Comité d'examen des programmes, réaffirmant qu'il revenait aux directeurs de pays et aux directeurs régionaux de garantir la qualité des évaluations des besoins d'urgence et que OEN, l'Unité ACV et PSPN avaient un rôle de conseil. Les bureaux de pays élaboreront généralement les rapports d'évaluation des besoins d'urgence en collaboration avec leurs partenaires pour préparer toute opération d'urgence ou intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR). Un système de suivi a été créé pour suivre la préparation, la présentation, l'approbation et le contrôle de la qualité des rapports et pour compiler des données sur la participation des partenaires aux évaluations des besoins d'urgence, ainsi que leur contribution.
6. Pour répondre au besoin de transparence mis en exergue par le Conseil, le PAM a construit des pages web spécifiques qui permettent d'accéder aisément aux rapports d'évaluation des besoins d'urgence et aux sources pertinentes afin d'aider ses partenaires et les diverses parties prenantes à comprendre ce que sont les besoins d'urgence en matière de sécurité alimentaire. Les donateurs peuvent dès à présent consulter les derniers rapports d'évaluation des besoins d'urgence, les documents techniques et de politique générale essentiels ainsi que la documentation donnant les instructions. Ce site web sera encore développé pour y ajouter les protocoles de publication et de mise en ligne rapide des rapports d'évaluation des besoins d'urgence, un forum sur les évaluations des besoins d'urgence et des manuels de formation en ligne. Lorsque le processus de renforcement sera achevé en 2006, toutes les opérations d'urgence et les IPSR s'appuieront sur une évaluation ou une documentation ACV, à moins que cette condition ne soit levée en raison de l'urgence de la situation. Dans les cas de ce genre, le rapport d'évaluation des besoins d'urgence sera communiqué dans un délai de 12 semaines à partir de l'analyse du Comité d'examen des projets.

AMELIORATION DES EVALUATIONS DES BESOINS D'URGENCE: METHODOLOGIES ET INSTRUCTIONS

7. Deux consultations internes auxquelles ont pris part des partenaires du PAM et diverses réunions techniques avec des experts et des parties prenantes organisées au cours des 18 derniers mois ont permis d'aboutir à une même compréhension des problèmes et de dégager un consensus sur les objectifs, la direction générale et la marche à suivre. Les directives destinées aux missions d'évaluation conjointes du PAM et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) seront traduites et diffusées d'ici à octobre 2004.
8. Un examen approfondi des directives relatives aux missions conjointes d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du PAM a démarré, axé surtout sur les questions de méthodologie et de procédures, telles que les liste de contrôle, les instructions destinées aux observateurs, les travaux préparatoires et le plan général des rapports. La version



remaniée de ces directives sera prête en octobre 2005 après de nouvelles recherches sur le terrain, des essais et des consultations. La version provisoire du manuel sur l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence en est au stade final des vérifications et sera publiée en décembre 2004. L'appui financier nécessaire à ce travail a été fourni par le DFID.

9. Le manuel sera testé sur le terrain et adapté au contexte de chaque pays. Des recherches spéciales seront menées pour étudier les marchés et les effets des interventions d'aide alimentaire, les formules autres que l'aide alimentaire dans les situations de crise et l'insécurité alimentaire chronique par opposition à l'insécurité alimentaire passagère. D'autres études sur l'évaluation des effectifs en milieu urbain et la collecte des données sur la mortalité sont prévues mais nécessitent des financements. Le géoréférencement des données d'évaluation sera étudié afin de prendre davantage en compte l'information concernant les crises. Une demande de financement de ces activités a été envoyée à l'Office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO).
10. La mise au point des méthodologies complètera les activités financées par le DFID, y compris la mise en place des moyens permettant de fournir des estimations régulières des besoins d'aide alimentaire d'urgence, la réalisation d'évaluations indépendantes occasionnelles dans les pays où le PAM n'est pas présent ou ne mène pas d'opérations de secours et la préparation d'évaluations approfondies des besoins dans les situations d'insécurité alimentaire prolongée. Les méthodologies, outils et enseignements décrits dans ces études seront ensuite incorporés à la version finale du manuel d'ici à la fin de 2006.

INFORMATION CONCERNANT LA CRISE

11. Afin d'améliorer la disponibilité, la gestion et la qualité de l'information concernant les crises pour les pays où la sécurité alimentaire est fréquemment en situation de crise, l'Unité ACV effectuera en 2004–2005 dix études de référence sur la sécurité alimentaire et créera cinq systèmes associés de suivi de la sécurité alimentaire dans des pays prioritaires sujets aux crises. Telles sont les activités prévues dans le cadre du projet de renforcement des compétences et des capacités dans le domaine de l'évaluation des besoins d'urgence des crises de la sécurité alimentaire qui a été soumis aux donateurs pour trouver les fonds supplémentaires requis, et notamment à ECHO. Elles s'inscrivent dans une action plus vaste qui vise à produire 20 études de référence sur les crises et à créer 10 systèmes de suivi en l'espace de 24 mois.
12. Des mesures internes ont également été prises pour renforcer les passerelles entre les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire, sur la base d'une série établie d'indicateurs. D'autres activités sont prévues en vue de concevoir et de développer des modèles permettant de fusionner l'information concernant les crises sur les systèmes d'alerte précoce, l'analyse de la vulnérabilité, les évaluations des besoins d'urgence, la nutrition ainsi que le suivi-évaluation. Ces modèles seront élaborés à partir d'études de cas réalisées dans cinq pays.



CAPACITES ACCRUES D'ÉVALUATION DES BESOINS D'URGENCE

13. Les besoins de formation relatifs à l'évaluation des besoins d'urgence ont été estimés et étudiés; une stratégie et un programme d'apprentissage ont été mis au point pour développer les compétences analytiques essentielles des personnels du PAM et de ses partenaires, en collaboration avec l'Unité ACV et PSPN. Le projet de modules de formation s'inspire du manuel sur l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence; les premières séances expérimentales de formation auront lieu en décembre 2004. La formation se déroulera en 2005 et en 2006 et sera dispensée à 350 membres du personnel du PAM et des organismes partenaires/de contrepartie dans plus de 60 pays. Elle sera complétée par des sessions de sensibilisation destinées aux directeurs de pays, ce qui contribuera à améliorer la qualité des comptes rendus. Il est aussi envisagé de renforcer la capacité nationale d'évaluation dans certains pays sélectionnés.
14. Deux grandes initiatives seront prises pour s'assurer que l'action de développement des compétences essentielles sera associée au renforcement des capacités techniques. L'assistance technique a été financée par le Gouvernement allemand pour la formation spécialisée de 50 évaluateurs de niveau avancé. Cet appui renforcera la capacité de réaction et permettra de disposer du savoir-faire requis pour procéder à l'évaluation des besoins d'urgence.
15. La deuxième grande initiative consistera à poster des spécialistes de l'étude des marchés et de l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence dans les bureaux régionaux du PAM. Ils fourniront des conseils techniques aux bureaux de pays sur les méthodologies et outils améliorés, appuieront les activités de formation et prendront part à toutes les évaluations détaillées. Ils seront associés à l'équipe d'intervention d'urgence du PAM et collaboreront avec l'Unité d'analyse économique. Certains de ces spécialistes pourraient également être détachés d'autres organisations ou instituts, ou être recrutés auprès de ces derniers. Cette initiative, pour laquelle une demande de financement a été envoyée à ECHO, contribuera à garantir la qualité des évaluations des besoins d'urgence.
16. Outre les activités conjointes sur les méthodologies et les instructions requises, le PAM institutionnalise ses accords avec divers partenaires. Un accord-cadre global entre la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et le PAM est en cours d'élaboration pour arrêter les dispositions dans divers domaines techniques, y compris les évaluations des besoins d'urgence. Le Comité international de la Croix-Rouge et le PAM ont actualisé leur échange de lettres et un aide-mémoire relatif aux accords conclus sur le terrain, lequel inclut des mécanismes permettant de développer la collaboration dans le domaine des activités d'évaluation. Le mémorandum d'accord signé avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) est en cours de réexamen en vue d'accroître la collaboration dans le domaine, entre autres, de la nutrition. Les partenariats avec la FAO et le HCR ont été renforcés, comme le montrent les activités conjointes de réexamen et de rédaction de directives communes.
17. La stratégie du PAM visant à améliorer les évaluations des besoins d'urgence a pris en compte les conclusions d'initiatives parallèles, telles que l'étude des évaluations réalisée par l'Institut de développement outre-mer et la Charte humanitaire et les normes minimales pour les interventions en cas de catastrophe, à l'élaboration desquelles le PAM a considérablement contribué. La stratégie tire en outre profit de la participation du PAM aux activités relevant du Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), en particulier la préparation et la mise à l'essai d'instructions multisectorielles concernant notamment le tableau de l'évaluation des besoins d'urgence du processus d'appels communs et du plan d'action humanitaire concertée, lancé à l'instigation du Comité



permanent interorganisations. Ce tableau doit être expérimenté au Burundi et en République démocratique du Congo dans le cadre de l'Initiative concernant les bonnes pratiques d'action humanitaire. Le PAM collabore à l'élaboration des lignes directrices relatives à l'évaluation des besoins au lendemain des conflits lancée par le Groupe des Nations Unies pour le développement (UNDG) et le Comité exécutif des affaires humanitaires (ECHA) —une tâche de plus pour OEN, qui n'était pas prévue au départ dans son plan de travail. De nouveaux arrangements de collaboration avec des organismes bilatéraux, tels que le Centre commun de recherche de la Commission européenne et le réseau du système d'alerte rapide en cas de famine (FEWS-NET) sont également à l'étude.

18. Des données de référence ont été recueillies sur la situation des partenariats dans le domaine de l'évaluation des besoins d'urgence. Une stratégie de partenariat a été mise au point, qui précise notamment les modalités de collaboration renforcées et les dispositifs possibles, par exemple partenariat au niveau des opérations, accords formels et arrangements prévisionnels, détachement de personnel et partenariat au niveau de la programmation. Une base de données sur les ressources humaines est en cours d'élaboration, y compris une liste des spécialistes de l'évaluation des besoins d'urgence, que ce soient du PAM, de ses partenaires ou des organismes spécialisés.

SUIVI DES PROGRES REALISES ET INDICATEURS

19. Le plan de mise en oeuvre du renforcement des évaluations des besoins d'urgence comporte quatre volets dont les activités sont financées par le budget ordinaire du PAM avec l'appui du DFID, le Gouvernement allemand et sans doute d'autres donateurs tels qu'ECHO. Un comité technique sera créé avec les parties prenantes pour suivre les progrès et fournir des conseils et une orientation stratégique. Ce comité examinera le plan de travail, les liens entre les divers volets et les initiatives extérieures dans des domaines apparentés, la participation des partenaires et des parties prenantes et les initiatives lancées dans le pays. Les réalisations seront présentées dans des rapports de situation réguliers; le plan de travail sera révisé compte tenu des modifications qu'il sera recommandé d'apporter à la stratégie de mise en oeuvre.
20. L'amélioration des évaluations des besoins d'urgence est l'une des priorités de la haute direction du PAM pour renforcer les partenariats et la base de connaissances et accroître l'appui opérationnel. Les deux principaux indicateurs utilisés pour assurer le suivi des activités de renforcement des évaluations des besoins d'urgence sont: i) le pourcentage des évaluations des besoins réalisées avec des partenaires; et ii) le nombre d'opérations d'urgence et d'IPSR reposant sur une évaluation des besoins et des documents ACV. Les propositions qui ont été soumises aux donateurs pour financement portent sur la définition d'indicateurs précis et de moyens de vérification, pour mesurer le niveau des réalisations et des résultats. Un système de suivi et une base de données ont été établis pour recueillir les données permettant de mesurer les progrès.



CALENDRIER DES ACTIVITÉS DE RENFORCEMENT DES ÉVALUATIONS DES BESOINS D'URGENCE

	2004						2005						2006																	
	Juil	Août	Sep	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sep	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sep	Oct	Nov	Déc
Transparence et responsabilisation																														
Site web sur l'évaluation des besoins d'urgence, y compris accès à distance																														
Suivi des rapports et contrôle de la qualité de l'évaluation des besoins d'urgence																														
Besoins globaux d'aide alimentaire d'urgence																														
Information concernant les crises																														
10 études de référence et 5 systèmes de suivi (première phase)																														
10 études de référence et % systèmes de suivi (seconde phase)																														
Liaisons d'information																														
Méthodologies et conseils																														
Directives PAM/HCR, versions provisoire et finale																														
Manuel sur l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence																														
Remaniement des directives PAM/FAO																														
Recherche et essais sur le terrain des nouvelles méthodologies																														
Logiciel pour la gestion des données																														
Appui aux directives multisectorielles																														





CALENDRIER DES ACTIVITÉS DE RENFORCEMENT DES ÉVALUATIONS DES BESOINS D'URGENCE																														
	2004						2005												2006											
	Juil	Août	Sep	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sep	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sep	Oct	Nov	Déc
Renforcement des capacités																														
Besoins/modules de formation en matière d'évaluation des besoins d'urgence	■	■	■	■	■	■																								
Formation en matière d'évaluation des besoins d'urgence du personnel du PAM et des partenaires				■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■									
Spécialistes de l'évaluation				■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Formation de 50 évaluateurs de niveau avancé							■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Renforcement des capacités nationales d'évaluation							■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■

PARTENARIATS ET FINANCEMENT

21. En recourant aux partenariats pour l'évaluation des besoins d'urgence, on améliore les capacités et la qualité du travail en garantissant un savoir-faire, des approches multisectorielles et des formules d'intervention plus concertées. Les partenariats du PAM avec les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les donateurs et les ONG revêtent diverses formes de collaboration, et fonctionnent déjà de manière efficace. Il s'agit d'arrangements opérationnels sur le terrain conclus avec des institutions des Nations Unies telles que la FAO et l'UNICEF, et avec des ONG telles que *Save the Children* (Royaume-Uni), Oxfam, Action contre la faim et Médecins sans frontières portant sur la sécurité alimentaire, l'agriculture, la santé, l'assainissement et la nutrition. Ces actions communes contribuent à renforcer les synergies en tirant parti des avantages comparatifs de chacun et permettent d'affiner les évaluations et les réponses apportées.
22. Des accords plus formels ont été signés avec la FAO, le HCR et OCHA, lesquels constituent un cadre général pour le travail conjoint et multisectoriel d'évaluation. Des arrangements concernant la programmation ont déjà été conclus ou vont l'être avec: i) des donateurs tels que le Royaume-Uni dans le cadre de son programme de renforcement institutionnel; ii) des établissements universitaires tels que l'Université Tufts; iii) des organisations telles que FEWS-NET, la Communauté de développement de l'Afrique australe et le Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel; ainsi que iv) des ONG, par exemple Oxfam. Le PAM coordonne avec l'initiative relative à la normalisation du suivi et de l'évaluation des secours et des situations de transition de l'Agence des États-Unis pour le développement international, le Bureau des États-Unis pour la population, les réfugiés et les migrations, l'Agence canadienne de développement international et l'ensemble des milieux humanitaires pour garantir l'uniformité des méthodologies d'évaluation des besoins sur la base de l'état nutritionnel, des taux de mortalité et de la sécurité alimentaire. Ces partenariats améliorent les évaluations réalisées dans les situations où des vies sont en danger et favorisent des interventions plus concertées des milieux humanitaires.
23. Le PAM entend systématiquement renforcer son dispositif de partenariat et de collaboration. Toutes les activités seront suivies et adaptées compte tenu des enseignements tirés de l'expérience. Les partenariats axés sur la programmation s'appuieront sur les méthodologies et outils convenus et tireront le meilleur parti des avantages comparatifs, des compétences et de l'expérience des divers secteurs. Pour accroître la portée des arrangements prévisionnels, les profils des spécialistes de l'évaluation ont été communiqués aux partenaires potentiels. À l'heure actuelle, le PAM effectue environ 50 pour cent de ses évaluations préalables en collaboration avec des partenaires. Cette proportion devrait avoir été portée à 75 pour cent à la fin du processus de renforcement de sorte que seules quelques évaluations initiales et rapides seraient encore réalisées uniquement par le PAM.
24. Le montant de l'investissement dans les compétences et les capacités d'évaluation des besoins d'urgence avec l'appui des partenaires s'élève à environ 6 millions de dollars sur 12 mois en 2004–2005. Certaines activités ne sont pas encore financées (voir l'annexe). Des sommes similaires devront être mobilisées pour la phase suivante du programme pour financer d'autres investissements dans l'information préalable à la crise et dans les systèmes de suivi, les compétences techniques, les études spécialisées requises sur les problèmes recensés, le lancement du programme de formation concernant les compétences d'évaluation de base ou de niveau avancé ainsi que le renforcement de la capacité nationale d'évaluation.



25. La plupart des fonds nécessaires pour financer les plus de 100 évaluations des besoins d'urgence que le PAM réalise chaque année proviennent des CAD inscrits aux budgets des projets. D'autres sources indépendantes de financement sont requises pour augmenter la capacité de production d'évaluations impartiales des besoins d'urgence pour garantir que toutes les évaluations nécessaires pourront être réalisées sans avoir à en compenser le coût. Le PAM va tenter de trouver les financements requis pour créer un fond qui permettra de réaliser de telles évaluations indépendantes des besoins d'urgence. Les fonds du programme de renforcement institutionnel sont déjà utilisés pour financer à titre pilote des évaluations dans certains pays sélectionnés où le PAM n'a pas de présence ou n'a pas d'opération de secours en cours et où les besoins de secours prolongés mériteraient de faire l'objet d'un examen indépendant.
26. Une fois renforcées, les compétences et les évaluations des besoins d'urgence seront intégrées aux activités centrales et financées par le budget ordinaire du PAM.

EXAMEN DES PROGRES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

27. Le Conseil d'administration pourra souhaiter examiner les progrès réalisés en matière d'amélioration des évaluations des besoins d'urgence à sa troisième session ordinaire de 2005, date à laquelle les nouvelles réalisations pourront lui être présentées. Les étapes futures de cette initiative seront alors définies. Les capacités renforcées en la matière seront alors intégrées dans les fonctions centrales du PAM.



ANNEXE

PLAN DE MISE EN OEUVRE VERS L'AMÉLIORATION DES ÉVALUATIONS DES BESOINS D'URGENCE 2004–2006			
Thèmes repris du document de politique générale/de la discussion de la première session ordinaire de 2004 du Conseil	Activité	Calendrier	Source des fonds (en dollars)
Transparence et responsabilisation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réalisation du site web sur l'évaluation des besoins d'urgence, intranet et public, y compris les protocoles d'accès à distance et la tenue des archives pour utilisation par les milieux humanitaires. ➤ Responsabilisation des administrateurs du PAM par le biais de protocoles sur le contrôle de la qualité et du suivi: création du système de suivi des rapports sur l'évaluation des besoins d'urgence et de mécanismes internes de contrôle de la qualité. ➤ Élaboration d'un système mondial de suivi des besoins d'aide alimentaire d'urgence. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Juin 2005 ➤ Nov. 2004 ➤ Mi-2005 	<p>Appui des donateurs prévu</p> <p>AAP</p> <p>Programme de renforcement institutionnel</p>
Information concernant les crises	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réalisation des études de référence et création de systèmes de suivi dans les pays prioritaires sélectionnés: <ul style="list-style-type: none"> ◇ 10 études de référence et 5 systèmes de suivi (première phase) ◇ 10 études de référence et 5 systèmes de suivi (seconde phase) ➤ Mise au point et essai des modèles de liaison pour recueillir et gérer l'information sur les crises. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Oct. 2004 –Sept. 2005 ➤ 2005–2006 ➤ Oct. 2004 –Sept. 2005 	<p>Appui des donateurs prévu</p> <p>À identifier</p> <p>Appui des donateurs prévu</p>
Méthodologies et instructions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Directives pour les missions d'évaluation conjointe PAM/HCR traduites et diffusées dans leur version provisoire. ➤ Manuel sur l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence incluant les commentaires internes et ceux des partenaires/donateurs publié dans sa version provisoire. ➤ Révision des directives relatives aux missions d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires FAO/PAM moyennant un examen technique, des essais et consultations sur le terrain, avant publication de la version révisée. ➤ Recherche et essais sur le terrain des méthodologies d'évaluation affinées sur certaines questions: <ul style="list-style-type: none"> ◇ rôle des marchés dans les situations d'urgence, y compris effets des interventions d'aide alimentaire; 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Oct. 2004 ➤ Déc. 2004 ➤ Oct 2005 ➤ Sept. 2005 	<p>AAP</p> <p>Programme de renforcement institutionnel</p> <p>À identifier</p> <p>Appui des donateurs prévu</p>



PLAN DE MISE EN OEUVRE VERS L'AMÉLIORATION DES ÉVALUATIONS DES BESOINS D'URGENCE 2004–2006			
Thèmes repris du document de politique générale/de la discussion de la première session ordinaire de 2004 du Conseil	Activité	Calendrier	Source des fonds (en dollars)
	<ul style="list-style-type: none"> ◇ réponses autres que l'aide alimentaire et approches multisectorielles; ◇ insécurité alimentaire chronique; ◇ évaluations indépendantes approfondies; ◇ estimation des effectifs; ◇ évaluation des besoins d'urgence en milieu urbain. ➤ Développer et diffuser un logiciel du PAM pour la gestion et l'analyse des données d'évaluation. ➤ Publication de la version finale des directives pour les missions d'évaluation conjointe PAM/HCR et du manuel sur l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence. ➤ Appui à la préparation et à l'essai des instructions multisectorielles telles que: <ul style="list-style-type: none"> ◇ Tableau du processus d'appel commun, y compris essais pilotes au Burundi et en RDC dans le cadre de l'Initiative sur les bonnes pratiques d'action humanitaire; ◇ Directives UNDG/ECHA pour les évaluations au lendemain des conflits. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Juin 2005 ➤ Fin 2005 ➤ Mi-2006 ➤ Fin 2004 ➤ Mi-2005 et fin 2006 ➤ Mi-2005 	<p>Programme de renforcement institutionnel À identifier</p> <p>AAP</p> <p>AAP/À identifier</p> <p>AAP/À identifier</p>
Formation, partenariats et renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Évaluer les besoins de formation et concevoir la stratégie d'apprentissage pour l'évaluation des besoins d'urgence. Lancer la formation pour le personnel du PAM et ses partenaires en collaboration avec l'Unité ACV et PSPN. ➤ Constituer un noyau de spécialistes en interne et par le biais de partenariats et de détachements, ayant des compétences en études de marchés, sécurité alimentaire, nutrition, renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence. ➤ Mise au point et essai pilote d'une stratégie de formation pour 50 évaluateurs de niveau avancé. Renforcement des capacités de ces derniers. ➤ Renforcement des capacités nationales d'évaluation dans les pays prioritaires sélectionnés. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Déc 2004 ➤ Mars 2006 ➤ Oct. 2004–Sept. 2005 ➤ Oct. 2005–Sept. 2006 ➤ Oct. 2004 – Déc. 2005 ➤ 2006 ➤ 2005–2006 	<p>AAP</p> <p>AAP/À identifier</p> <p>Appui des donateurs prévu À identifier</p> <p>Gouv. Allemand</p> <p>À identifier</p> <p>À identifier</p>



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

AAP	Budget administratif et d'appui aux programmes
ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
CAD	Coût d'appui direct
DFID	Département du développement international (Royaume-Uni)
ECHA	Comité exécutif des affaires humanitaires
ECHO	Office humanitaire de la Communauté européenne
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS-NET	Réseau du système d'alerte rapide en cas de famine
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
OCHA	Bureau pour la coordination des affaires humanitaires
OEN	Unité de l'évaluation des besoins d'urgence
OEP	Unité de la planification préalable et de la réponse aux situations d'urgence
ONG	Organisation non gouvernementale
PSPN	Service de la nutrition
UNDG	Groupe des Nations Unies pour le développement

